

CONTRIBUTION FEDENE EN REPONSE A LA CONSULTATION DE LA CRE SUR LA REFERENCE DE PRIX DU GAZ

Actuellement, les tarifs réglementés de vente du gaz (TRVG) sont appliqués aux consommateurs résidentiels et aux copropriétés consommant moins de 150 MWh par an. Ils concernaient 2,35 millions de clients résidentiels au 31 décembre 2022, dont 93% chez Engie et environ 7% chez les ELD. Les TRVG ne sont plus offerts à de nouveaux contrats depuis le 8 décembre 2019.

En application de la loi Energie et Climat du 8 novembre 2018, les TRVG prendront fin le 30 juin 2023. Les clients encore aux TRVG à cette date seront transférés automatiquement dans une offre de bascule de leur fournisseur historique, dont les principales caractéristiques doivent être validées par la CRE.

Indépendamment des TRVG, les lois de finances 2022 et 2023 ont mis en place un bouclier tarifaire sur le gaz (et l'électricité). La loi de finances 2023 prévoit ainsi la possibilité pour le gouvernement de prolonger par décret jusqu'au 31 décembre 2023 le bouclier tarifaire, actuellement en vigueur jusqu'au 30 juin 2023. A partir du 1er juillet 2023, le bouclier s'appliquerait aux consommateurs domestiques et aux propriétaires uniques d'un immeuble à usage principal d'habitation et syndicats des copropriétaires d'un tel immeuble, sans condition sur le type d'offre souscrite.

Dans ce contexte, la CRE envisage de publier, à compter du 1er juillet 2023 et à un rythme mensuel, des prix de référence du gaz (HT) s'inscrivant dans la continuité des TRVG historiques et représentatifs des offres que les fournisseurs devraient pouvoir proposer aux consommateurs résidentiels et aux petites copropriétés, compte tenu des conditions de marché et des coûts qu'ils supportent. Ces prix de référence incluront l'ensemble des briques de coût de fourniture du gaz : coûts d'approvisionnement en gaz et coûts hors approvisionnement tels que les coûts d'acheminement, coûts de stockage, coûts commerciaux, marge, etc.

Cette publication aura pour principaux objectifs d'apporter de la transparence en matière de formation des prix par les fournisseurs, d'une part, et de l'information aux consommateurs, d'autre part.

Elle permettra également aux acteurs de marché utilisant pour leurs transactions actuelles la référence « TRVG non gelés », d'avoir la possibilité d'y substituer un indice équivalent. De telles offres bénéficieront à plein de la protection offerte par le bouclier tarifaire si ce dernier est prolongé.

Une fois que le bouclier tarifaire gaz disparaîtra, cette publication permettrait à l'ensemble des consommateurs de disposer d'un prix de référence du gaz, qu'ils pourront comparer aux offres commerciales des fournisseurs. A cet égard, la pertinence du maintien à plus long terme de cette publication sera à analyser à l'aune de la dynamique concurrentielle et des conditions de son exercice, observées sur le marché de détail du gaz.

Question 1 : Considérez-vous le détail des informations publiées adapté ? Considérez-vous pertinent de détailler l'abonnement, d'une part, et la part variable, d'autre part ?

La Fedene soutient la nécessité d'une transparence accrue en matière de tarification du gaz. Nous pensons que le détail des informations publiées est important pour permettre aux consommateurs de comprendre les coûts associés à leur consommation de gaz, en particulier en séparant clairement l'abonnement et la part variable.

Cependant, nous pensons que cela n'est pas suffisant et qu'il conviendrait également de publier le détail des briques composant les coûts, incluant de manière non exhaustive les coûts de transport, de distribution et des CEE, pour une transparence totale. Cela permettra de stimuler la concurrence entre les fournisseurs et conduire à des offres plus compétitives pour les consommateurs.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la répartition des coûts fixes dans l'abonnement et coûts variables dans la part variable ?

La Fedene partage l'analyse de la CRE : cette répartition est logique et cohérente avec les coûts engagés par les fournisseurs de gaz, et elle permet aux consommateurs de mieux comprendre la composition de leur facture d'énergie.

Question 3 : Pensez-vous que ces deux types de consommateurs sont suffisamment représentatifs des consommateurs résidentiels de gaz et donc adaptés à la publication de la CRE ?

La Fedene soutient l'idée d'avoir une référence de prix du gaz pour différents consommateurs de gaz, ce qui serait une mesure bénéfique pour les consommateurs résidentiels. Cependant, nous notons que les deux types de consommateurs proposés par la CRE pour la publication ne sont pas suffisamment représentatifs de l'ensemble des consommateurs résidentiels de gaz (notamment le cas des copropriétés). De plus, la publication de ces deux types de consommateurs risque de complexifier le recollement avec l'indice B1 actuellement publié. Nous recommandons donc de calculer une moyenne pondérée de ces deux indices en fonction du poids actuel des CAR clients de l'indice B1, tout en rendant explicite la destination des consommateurs, c'est-à-dire en indiquant clairement que les consommateurs de type A sont associés à l'indice B0 et les consommateurs de type B sont associés à l'indice B1.

Question 4 : Quelles CAR vous semblent devoir être retenues ?

La Fedene privilégie l'option 2 reflétant la moyenne sur 2021 et 2022.

Question 5 : Considérez-vous que les profils GRDF et options ATRD associés aux consommateurs types sont pertinents ?

Ils sont en effet pertinents.

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'intérêt de publier un prix de référence du gaz durant la période d'application du bouclier tarifaire ?

Nous pensons que la publication d'un tel prix de référence est primordiale, même après l'application du bouclier tarifaire, notamment pour les acteurs de marché qui utilisent actuellement la référence des TRVg non gelés pour leurs transactions. Cela leur permettrait de substituer cette référence par un indice équivalent et de bénéficier ainsi de plus de transparence et de stabilité dans les prix de l'énergie. De plus, la publication d'un prix de référence du gaz favorisera une concurrence saine entre les fournisseurs d'énergie, ce qui est bénéfique pour les consommateurs.

En outre, la Fedene alerte la CRE sur les frais de transactions estimés à 1 ct/MWh. Ces frais sont en réalité de l'ordre de 10 à 15 cts. L'estimation de la CRE ne représente que le paiement de GRTGAZ mais les coûts complets de transaction au PEG sont bien plus larges : appel de marge, écart achat vente des transactions alors que la publication de powernext est en mid.

Question 7 : Durant la période d'application du bouclier tarifaire, considérez-vous préférable que cette référence reflète les variations court terme des marchés de gros, ou un autre type d'offre ?

La Fedene privilégie fortement la première option : une référence reflétant les variations court terme des marchés de gros.

Question 8 : En plus de la présente référence reflétant les variations court terme des marchés de gros, souhaitez-vous que la CRE publie, après la période d'application du bouclier tarifaire, un prix de référence reflétant, par exemple, une offre à prix fixe ? Si oui, sur combien d'années de prix fixe ?

La Fedene peut comprendre l'intérêt de publier un prix de référence reflétant une offre à prix fixe, mais cette démarche présente un fort risque de ne pas être pertinente en pratique.

En effet, les paramètres de ces offres à prix fixes, tels que la durée ou la date de remise de l'offre, sont très variables et ne peuvent pas être reflétés dans une référence unique publiée par la CRE. En outre, le risque est de concentrer le marché sur la typologie de prix fixes que retiendra la CRE (en durée par exemple, ou encore en date de début), ce qui est contraire à l'objectif de favoriser une concurrence saine et dynamique.

Question 9 : Sur le territoire de GRDF, considérez-vous utile de publier une fourchette de prix et un prix moyen pour représenter les disparités géographiques de coûts de transport et stockage ?

Nous considérons cela utile afin d'avoir une référence plus représentative de la disparité des cas, et de prendre en compte les différences de coûts liées aux caractéristiques géographiques et aux investissements nécessaires pour desservir certaines zones. Cela permettrait également aux consommateurs de mieux comprendre la composition de leur facture de gaz et de mieux comparer les offres proposées par les fournisseurs sur la base d'une référence de prix plus précise.

Question 10 : Sur les territoires des ELD, considérez-vous pertinent de publier une référence de prix propre à l'ELD

La Fedene soutient également cette idée sur les territoires des ELD.

Question 11 : Quelle option vous semble préférable pour mettre à jour les coûts hors approvisionnement de la référence de prix ?

La Fedene privilégie la mise à jour des coûts hors approvisionnement de la référence de prix en temps réel (option 1). En effet, cela permettrait de coller au plus près de la réalité du marché, en prenant en compte les évolutions des coûts liées à la distribution, au transport et au stockage du gaz naturel. De plus, cela permettrait aux acteurs du marché de disposer d'une référence de prix plus précise pour leurs transactions et leurs offres commerciales, sans nécessiter de brique de rattrapage.

Question 12 : Considérez-vous pertinent de ne pas inclure de terme de transport amont en considérant que l'intégralité du gaz est approvisionnée au PEG ?

Il semble logique de ne pas inclure de terme de transport amont en considérant que l'intégralité du gaz est approvisionnée au PEG.

Question 13 : Considérez-vous la méthodologie proposée par la CRE pour le coût de transport aval pertinente ? Si- non, quelle modification y apporteriez-vous ?

La méthodologie est pertinente.

Question 14 : Quel pourcentage de couverture de la modulation estimez-vous pertinent à retenir dans le cadre de la construction du prix de référence ?

La crise énergétique que nous avons récemment connue a mis en lumière la nécessité de protéger les consommateurs les plus vulnérables, en particulier ceux qui sont dépendants des conditions climatiques (profil B). Nous estimons donc qu'il est important de garantir une couverture maximale de la modulation hivernale pour cette catégorie de consommateurs. En conséquence, nous proposons de retenir un pourcentage de couverture plus important pour ces usagers domestiques, qui doit être chiffré comme un acteur prudent pour assurer l'approvisionnement d'un particulier thermosensible.

Question 15 : Considérez-vous la proposition de la CRE pertinente pour représenter le coût du stockage par profil ? Quelle modification souhaiteriez-vous y apporter ?

Cette proposition risque de sous-estimer le coût de la modulation pour un fournisseur. En effet, cette méthode se base sur les revenus autorisés, qui incluent les revenus pour les stockages lents qui ne sont pas un outil permettant de gérer la modulation pour un fournisseur de gaz. Nous proposons donc de revoir la méthodologie afin de mieux refléter les coûts réels de la modulation et d'éviter toute sous-estimation qui pourrait avoir des conséquences financières négatives pour les acteurs du marché.

Question 16 : Considérez-vous la proposition de la CRE pertinente pour représenter le coût de transport lié au stockage ?

Question 17. Partagez-vous la proposition de la CRE pour la prise en compte des coûts de distribution ?

La Fedene partage cette proposition.

Question 18. L'usage des coûts commerciaux du TRVG hors CEE vous semble-t-il convenable dans un premier temps

Cela semble en effet convenable.

Question 19. Considérez-vous pertinent d'intégrer des coûts d'acquisition dans une telle référence ? Si oui, à quel niveau ?

La Fedene considère la proposition pertinente si elle s'appuie sur les conclusions de l'étude à venir.

Question 20. L'utilisation des données issues de la place de marché C2EMarket vous paraît-elle acceptable ?

L'indice C2E Market est en effet plus pertinent car il est plus proche de la valeur réelle des CEE sur le marché. La Fedene souhaite attirer l'attention de la CRE sur le fait que les fournisseurs n'intègrent pas de briques CEE lorsqu'elles vendent du gaz aux exploitants qui sont obligés et qui eux intègrent une brique CEE.

Question 21. La période de lissage sur un an vous paraît-elle cohérente avec l'approvisionnement en CEE des fournisseurs ?

Nous estimons que la période de lissage d'un an ne semble pas être la plus cohérente pour l'approvisionnement en CEE des fournisseurs de gaz. Nous préconisons plutôt une périodicité mensuelle pour être au plus près du marché et ainsi permettre aux fournisseurs de s'adapter rapidement aux variations des prix des CEE. De plus, une période mensuelle permettrait également de mieux prendre en compte les changements réglementaires (corridor des prix, hausse de l'obligation en cours de période) ou de comportement des consommateurs en matière d'efficacité énergétique, qui peuvent influencer la demande de CEE et donc leur prix. Nous recommandons donc une période de lissage mensuelle pour refléter au mieux les conditions du marché des CEE.

Question 22. Considérez-vous qu'une marge de 1,5 €/MWh soit suffisante pour couvrir les risques et la rémunération normale d'un fournisseur approvisionnant ses clients selon la formule décrite au paragraphe 1.3 ?

Question 23. Dans le cas d'une offre à prix fixe, quels risques vous semblent nécessaires à intégrer dans le prix de référence ? Préciser la méthodologie utilisée pour quantifier ces risques. Si vous êtes un fournisseur, préciser le niveau des différents risques en €/MWh intégrées dans vos offres.

Question 24. Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, pouvez-vous indiquer vos coûts d'équilibrage moyen sur les quatre dernières années ?

Question 25. Considérez-vous que la rémunération normale suffise à couvrir les coûts d'équilibrage ?

Question 26. Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, comptez-vous proposer une offre indexée sur prix de référence ? Sur la référence de coûts d'approvisionnement ? Sinon, pourquoi ?

Question 27. Si le prix de référence publié devait refléter une offre à prix fixe, quelles composantes de la part hors approvisionnement détaillées ci-dessus, hormis la rémunération normale, devraient être adaptées selon vous ?

La Fedene insiste sur le fait que cette démarche présente un fort risque de ne pas être pertinente en pratique. En effet, les paramètres de ces offres à prix fixes, tels que la durée ou la date de remise de l'offre, sont très variables et ne peuvent pas être reflétés dans une référence unique publiée par la CRE. En outre, le risque est de concentrer le marché sur la typologie de prix fixes que retiendra la CRE (durée, date de début...), ce qui est contraire à l'objectif de favoriser une concurrence saine et dynamique.

Question 28. Avez-vous d'autres commentaires ?

En conclusion, comme de nombreux contrats utilisant les TRVGg ont des échéances postérieures à juillet 2023, il est important qu'un raccordement avec les TRVG puisse être fait, afin de permettre à ces contrats de continuer jusqu'à leurs échéances, sans contestation entre les parties. Il est donc nécessaire de prévoir un début de publication au plus tôt, et au strict minimum à partir du mois de juin 2023 compris afin de pouvoir raccorder les anciens et nouveaux indices.

* * *